

**Arrêté du 16 janvier 2017 portant nomination à une commission régionale de discipline
NOR : JUSC1700355A**

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu l'article L. 824-9 du code de commerce ;

Vu les propositions du président de la compagnie régionale des commissaires aux comptes de Saint-Denis de la Réunion, en date du 11 mars 2016 ;

Vu la proposition du président de la chambre régionale des comptes de la Réunion, en date du 4 avril 2016 ;

Vu les propositions et avis du premier président de la cour d'appel de Saint-Denis de la Réunion, en date du 4 juillet 2016 ;

Vu l'arrêté portant nomination à une commission régionale de discipline du 22 juillet 2016 ;

ARRÊTE

Article 1

Sont nommés membres de la commission régionale de discipline des commissaires aux comptes du ressort de la cour d'appel de Saint-Denis de la Réunion pour la durée du mandat restant à courir des membres titulaires :

En qualité de suppléant du président

Mme Suzanne GAUDY, conseillère à ladite cour.

En qualité de suppléant du magistrat de la chambre régionale des comptes

M. Laurent OCHSENBEIN, conseiller à la chambre régionale des comptes de la Réunion.

En qualité de suppléant du membre de l'enseignement supérieur spécialisé en matière juridique, économique ou financière

Mme Mirelle MARTEAU-LAMARCHE, professeur en droit privé à la faculté de droit et d'économie de Saint-Denis.

En qualité de suppléant de la personne qualifiée en matière juridique, économique ou financière

Mme Sarojadevi MOUNICHY, membre de la chambre de commerce et d'industrie de la Réunion.

En qualité de suppléant du membre de la compagnie régionale des commissaires aux comptes

Mme Solange SEVAMY, commissaire aux comptes, membre de la compagnie régionale des commissaires aux comptes de Saint-Denis de la Réunion.

Article 2

La sous-directrice du droit économique est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Bulletin officiel du ministère de la justice.

Fait le 16 janvier 2017.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
et par délégation,
La directrice des affaires civiles et du sceau,

Carole CHAMPALAUNE